

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1912.

---

Projet de loi approuvant la Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail conclue entre la Belgique et l'Allemagne <sup>(1)</sup>.

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION <sup>(2)</sup>, PAR M. VAN CLEEMPUTTE.

---

MESSIEURS,

Le titre, qui a été donné au projet pour tenir compte de la terminologie propre au système allemand en ce qui concerne la réparation des dommages occasionnés par les accidents du travail, ne doit pas être admis sans explications.

En réalité, la Convention n'est pas « relative à l'assurance », en ce qui concerne la Belgique. En effet, la législation de notre pays oblige directement le chef d'entreprise à payer une réparation certaine, même en cas de faute lourde de l'ouvrier, réparation partielle mais *forfaitaire* et garantie, soit aux victimes d'accidents du travail, soit à certaines personnes à qui cet accident cause préjudice; cette législation garantit le paiement, au besoin, par l'État, en tant que celui-ci a la gestion de la Caisse d'assurance contre l'insolvabilité des chefs d'entreprise; on sait que cette Caisse est alimentée par des cotisations mises à la charge des entreprises privées qui n'ont pas traité avec un assureur agréé ou ne fournissent pas les garanties déterminées par la loi; cette caisse est subrogée aux droits, actions et privilèges des victimes ou des ayants droit, tant à l'égard des chefs d'entreprise qu'à l'égard des tiers (art. 20 de la loi belge du 24 décembre 1903).

Le système allemand a pour caractéristique l'assurance par des mutualités

---

<sup>(1)</sup> Projet de loi, n° 19.

<sup>(2)</sup> La Commission, présidée par M. VAN CLEEMPUTTE, était composée de MM. MANSART, PIRMEZ, VAN MARCKE et VISART DE BOCARME

professionnelles dont les chefs d'entreprises font obligatoirement partie chacun d'après sa profession ; ce système assure ainsi, moyennant des conditions déterminées par la loi, une réparation aux ouvriers employés dans une des entreprises soumises au régime de la mutualité obligatoire, et il assure le chef d'entreprise lui-même, contre le risque professionnel, par la mutualité à laquelle il est affilié et à laquelle il verse une cotisation ; si l'on peut ainsi parler, le système allemand part de l'idée *d'assurance* et la réparation est le résultat du fonctionnement de ce système.

En réalité, la Convention a pour objet de régler les *conflits des lois* allemandes et des lois belges, en ce qui concerne la réparation des dommages résultant des accidents de travail survenus, soit en Allemagne à des personnes employées au service d'une entreprise ayant son siège dans notre pays, soit en Belgique à des personnes employées au service d'une entreprise dont le siège est en Allemagne.

Les deux législations nationales, souveraines sur leur territoire respectif, surtout en une matière qui est, tout au moins en grande partie, considérée comme étant d'*ordre public* <sup>(1)</sup>, ne sont pas identiques. L'une d'elles, d'ailleurs, la loi allemande, a, en matière de réparation des suites d'accidents du travail, des dispositions très restrictives au préjudice des personnes étrangères, qui n'ont pas leur résidence habituelle en Allemagne ; elles ont des dispositions analogues à l'égard des proches parents de la victime.

La loi belge du 24 décembre 1903 ne fait pas de distinction à raison de la nationalité, ni de la résidence ; elle ne stipule pas davantage la condition de réciprocité : les documents parlementaires constatent que la Législature belge a trouvé superflu de le dire par un texte formel.

Mais, si cette différence continue à exister entre la législation allemande, laquelle maintient la condition d'indigénat ou de résidence, et les législations étrangères, qui ne l'exigent pas, cette distinction n'existe plus, en fait, à l'égard de la Belgique, quoiqu'il n'y ait pas eu de traité à ce sujet. En effet, il a suffi que le Conseil fédéral allemand, en séance du 22 février 1906, rendit, conformément aux lois allemandes, le décret dont le texte suit :

« 1° Les dispositions du § 94, n° 2, de la loi d'assurance contre les accidents dans l'industrie et du § 37, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi d'assurance contre les accidents dans les entreprises de construction, relatives à la suspension de la rente due aux étrangers qui n'ont pas leur résidence habituelle dans le pays, ne s'appliquent *pas* aux ressortissants du *Royaume de Belgique*... ;

---

(1) Argument de l'article 23.

Rapport de la Section centrale à la Chambre des Représentants, LXXIII, p. 94 ; IV, p. 149. — Discours à la Chambre, 1903, p. 1631. — Trib. civ. Bruges, 11 décembre 1907, *Revue des accidents du travail*, 1908, 6<sup>me</sup> livraison ; Trib. civ. Bruxelles, 2 mars 1909, *Revue des accidents du travail*, 1909, p. 288 ; Trib. civ. Verviers, 14 janvier 1908. — *Pas.*, 1908, III, p. 293 ; Cour cassat. belge, 7 décembre 1911, *Pas.*, 1912, I, pp. 28 à 30 ; *Cass. franç.*, 10 juillet 1911 ; *Dalloz*, 1912, I, pp. 280-281, *Pand. belges*, V *Risque professionnel*, 241 et 3283, 3295, 2411<sup>ter</sup>, 2412.

» 2° Les dispositions du § 24 de la loi d'assurance contre les accidents dans l'industrie et du § 9 de la loi d'assurance contre les accidents dans les entreprises de construction, relatives à l'exclusion du droit à la rente pour les survivants (ayants-droit), ne s'appliquent pas aux ressortissants du Royaume de Belgique...

» 3° Les dispositions qui précèdent ont effet retroactif à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1905 pour autant que la demande d'indemnité n'ait pas fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée, lors de l'entrée en vigueur de la présente résolution.

» 4° La présente résolution entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1906... (*Moniteur belge*, 20 avril 1906. — *Centralblatt für das deutsche Reich* herausgegeben im reichsamte des Innern. XXXIV. Jahrgang 26 Februar. 1906, N° II). »

Les lois allemandes, en vertu desquelles ce décret est rendu, sont reproduites en substance dans le nouveau Code des assurances sociales (*Reich-versicherungsordnung*, § 157), qui va entrer en vigueur.

Ce décret constate souverainement, pour les pouvoirs belges et pour les pouvoirs allemands, l'accomplissement des conditions de *réciprocité* entre les deux États et d'*équivalence* ou de *correspondance* de leurs régimes respectifs au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail, conditions qu'exigeraient les lois allemandes.

Ainsi se trouve établie, entre notre pays et l'Allemagne, même sans traité, la réciprocité que la Belgique a, dans l'intérêt de ses nationaux, dû stipuler formellement avec le Grand-Duché du Luxembourg, suivant Convention du 15 avril 1905, et avec la France, aux termes de la Convention du 24 février 1906.

Si l'Allemagne abrogeait le décret précité, la Belgique pourrait, de son côté, modifier sa loi du 24 décembre 1903 au préjudice des ressortissants allemands. Ces éventualités ne sont pas à prévoir. Aussi bien, même les traités conclus en cette matière peuvent-ils être dénoncés par chacune des parties contractantes, sauf qu'ils demeurent obligatoires jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la dénonciation; article 7 de la Convention avec le Grand-Duché; article 5 de la Convention avec la France; article 17 de la convention qui vous est soumise.

★  
★ ★

En réalité, la Convention qui vous est soumise a pour objet de régler les conflits des lois. Celles-ci, comme nous l'avons signalé, ne sont pas *identiques*; elles ne le sont ni quant aux *entreprises* pour les accidents desquelles les lois disposent, ni quant aux conditions de la réparation, ni quant au taux et au service de celle-ci.

D'ailleurs, des controverses demeurent engagées au sujet de certaines règles de droit international privé et surtout de leur application; par

exemple : la réparation de l'accident du travail est-elle régie par la loi du lieu où il est survenu comme s'il résultait d'un quasi-délit, d'une faute du chef de l'entreprise, et le quasi-délit est-il, d'après la jurisprudence allemande et la jurisprudence belge, régi, dans tous les cas et à tous les points de vue, par la loi du lieu où la faute est commise, même si ce lieu se confond avec celui où l'accident est survenu? — la réparation *forfaitaire* considérée, non plus comme due à raison d'une faute, mais comme étant une charge, un risque du *contrat de travail*, abstraction faite de l'idée de faute, n'est-elle pas soumise à la loi du lieu du *contrat*? — la réparation n'est-elle pas considérée comme étant d'*ordre social* pour le pays où le *travail s'effectue* et a été *affecté* d'un accident et, dès lors, n'est-elle pas régie par la loi de ce pays, qui est seule souveraine quand il s'agit de l'ordre social de ce pays?

Ces questions se soulèvent surtout lorsque les ouvriers engagés par une entreprise, dont le siège est dans un des pays, vont travailler sur le territoire de l'autre et y sont victimes d'accidents. Elles inquiètent le monde industriel : le chef d'entreprise est exposé à devoir réparer le dommage et suivant la loi du siège de son établissement et suivant celle du lieu de l'accident ; l'ouvrier est exposé tout au moins aux incertitudes et aux angoisses de procès et aux souffrances causées par le retard, par l'absence plus ou moins prolongée, de toute réparation.

Il fallait donc trancher ou prévenir *les conflits des lois* ; il fallait déterminer laquelle des lois allemande ou belge *doit* être appliquée par les tribunaux et les divers pouvoirs respectifs des deux pays, c'est-à-dire quand, en Belgique, il faut appliquer la loi allemande, même si un accident est survenu en Belgique, quand, en Allemagne, il faut appliquer la loi belge, même si l'accident est survenu en Allemagne.

★  
★ ★

La convention consacre d'abord la règle suivante, par l'ARTICLE 1 :  
« Lorsque des entreprises ayant leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et étendant leur *activité* sur le territoire de l'autre Partie sont assujetties *de part et d'autre* aux lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail (assurance contre les accidents du travail), il y a lieu, sous réserve des exceptions prévues par les articles 2 à 4, d'appliquer *exclusivement*, en ce qui concerne *ladite activité*, la législation du pays où elle est exercée.

« Cette règle s'applique abstraction faite du lieu où le personnel a été engagé, pourvu qu'il s'agisse de travaux à effectuer soit en *Allemagne*, soit en *Belgique*. »

C'est donc la loi du lieu du *travail* qui sera appliquée à la réparation de l'accident du travail, et cette loi *exclusivement*.

C'est ce qu'on appelle « le principe de la *territorialité* ».

Même en dehors des considérations de droit international privé, on peut, pour justifier ce principe, invoquer :

1° Que le *travail*, l'activité des entreprises industrielles, est le plus souvent, à raison des nécessités de police, des nécessités soit d'ordre moral, soit de sécurité, soumise aux lois locales, et que la réparation des dommages résultés d'un accident, qui a ému les travailleurs d'une région, importe à la paix du monde du travail dans cette région;

2° Que les circonstances et les suites de l'accident seront mieux et plus vite connues et appréciées sur place : c'est là, d'ailleurs, un des motifs de l'article 26 de la loi belge de 1903, d'après lequel « le juge de paix du canton où l'accident est survenu est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers à raison d'accidents du travail... »

Le principe est d'ordre public, d'où la conséquence que toute intention contraire serait inopérante; il en résulte aussi que la règle ne subit d'autres dérogations que celles établies par la volonté souveraine des États contractants.

★  
★ ★

L'ARTICLE 1<sup>er</sup>, qui consacre le principe, suppose que « les *entreprises* », auxquelles le principe s'applique, « *étendent leur activité sur le territoire de l'autre Partie* » (de l'autre État), et soient « *de part et d'autre* » (dans chacun des États) « *assujetties aux lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail (assurance contre les accidents du travail)* » ; en dehors de cette hypothèse, l'article 1<sup>er</sup> n'est pas applicable; c'est alors d'après d'autres principes qu'il faut décider laquelle des lois allemande ou belge doit être suivie. Mais, si cette condition est accomplie, il s'établit une réciprocité spéciale consistant en ce que la règle s'appliquera aussi « *de part et d'autre* » sur les deux territoires, le tout sans préjudice de la réciprocité résultant de la loi belge, d'une part, et du décret du Conseil fédéral allemand de 1906, d'autre part, en ce qui concerne l'indigénat ou la résidence. Mais on ne peut perdre de vue l'article 8, alinéa 2; la condition que les entreprises soient assujetties de part et d'autre aux lois de *réparation obligatoire*, réparation en vertu de lois spéciales, n'est plus exigée lorsqu'il s'agit « *des actions en responsabilité civile* » ; la Législation nationale qui *aurait dû être* appliquée, en vertu de la Convention, à la réparation *spéciale*, doit être appliquée aux dites actions en *responsabilité civile*, même quand cette législation nationale n'établit pas la *réparation obligatoire spéciale*. Le rapport reviendra sur cette disposition.

★  
★ ★

C'est donc, au regard de la loi du lieu du travail, du lieu de l'accident, qu'il faudra examiner si l'entreprise est soumise au régime de la réparation.

obligatoire spéciale, si le fait constitue *l'accident* aux yeux des dispositions spéciales, si, d'après celles-ci, la victime est un ouvrier ou assimilée à l'ouvrier, et quelles sont les conditions exigées par ces dispositions spéciales, pour l'attribution des indemnités, l'évaluation et la fixation de celles-ci, le calcul et le service des rentes ou prestations, et le reste.

La convention admet néanmoins trois exceptions à cette règle (art. 2, 3 et 4).

**VOICI LA PREMIÈRE (ARTICLE 2).** « Dans les entreprises exploitées soit par l'Empire allemand, un État fédéré allemand, une commune allemande ou une association de communes allemandes, soit par l'État belge, une province belge, une commune belge ou une association de communes ou de provinces belges, la législation du pays où *l'exploitation a son siège*, est *exclusivement applicable, même à l'activité exercée sur le territoire de l'autre pays* par UN AGENT PUBLIC AU SERVICE DE LADITE EXPLOITATION. »

Il faut donc 1° qu'il s'agisse d'une entreprise exploitée par un de ces corps publics ou une de ces associations de corps publics et 2° que l'activité soit exercée et *l'accident subi* par un agent au service de ladite exploitation. (Art. 2, Exposé des motifs, page 4.) Conséquemment, comme le dit cet exposé, « Les ouvriers et les gens de service (n'étant pas des agents publics, au sens de la convention, « *die beamte* », c'est-à-dire des employés revêtus d'un caractère public), restent, pour l'exécution du présent contrat, assimilés en tous points au personnel des entreprises privées ». Si, dans sa participation à *l'activité* d'une des entreprises visées par l'article 2, il survient à ce personnel un accident, la réparation des suites de celui-ci sera régie par la loi du lieu de cette activité (article 1), *sans préjudice néanmoins de l'article 4*.

On a considéré, non sans raison, que, comme le dit l'Exposé des motifs, il ne s'agit plus ici de salariés qui n'ont avec un chef d'entreprise que des rapports de droit privé : l'ordre *administratif* est intéressé au conflit. Or, au point de vue du *droit public*, *l'unité* de législation se concilie mieux avec l'unité de souveraineté.

**VOICI LA SECONDE EXCEPTION (ARTICLE 3).** « Dans les entreprises de transports, en ce qui concerne les parties mobiles (ambulantes) de l'exploitation qui s'étendent d'un territoire à l'autre, quelle que soit d'ailleurs l'importance relative de l'activité exercée de part et d'autre, il est fait application exclusive de la *législation en vigueur dans le pays ou l'entreprise a son siège*. Le personnel de la partie ambulante reste soumis à cette législation, même s'il est occupé à des travaux se rattachant à d'autres sections de l'entreprise qui s'effectuent sur le territoire de l'autre pays. »

Il s'agit des entreprises de transports par chemin de fer, bateaux, etc.

L'exception avait été consacrée par l'article 2, alinéa 2, de la Convention franco-belge que notre Législature a approuvée et qui est en vigueur.

La stipulation se justifie par une double considération : d'une part, le personnel de la partie *ambulante* ne peut être assimilé aux ouvriers d'une entreprise dont l'activité normale s'opère *dans* le pays où l'accident survient, car le travail que le dit personnel y effectue consiste essentiellement à venir du pays du siège de l'entreprise et à y retourner; d'autre part, comme le porte l'Exposé des motifs, il faut prévenir les contestations qui se produiraient, si la même règle n'était pas applicable aux agents du service ambulancier dans le cas où l'accident survient lorsqu'ils sont occupés à des travaux se rattachant à d'autres sections de l'entreprise.

★  
★ ★

LA TROISIÈME EXCEPTION (ARTICLE 4) consiste en ceci : « La législation du pays où *l'entreprise a son siège* est *exclusivement* applicable au cours des *six premiers mois* pendant lesquels l'exploitation s'exerce sur le territoire de l'autre pays, en ce qui concerne les personnes qui, jusqu'à ce qu'elles fussent occupées dans le dernier pays, étaient attachées à une partie de l'entreprise soumise à ladite législation ».

Dans ces conditions, l'ouvrier n'est considéré que comme *détaché* TEMPORAIREMENT et son activité n'apparaît pas comme mêlée au travail du pays sur le territoire duquel arrive l'accident; l'exercice, l'exploitation d'une entreprise étrangère à ce pays, pendant six mois au maximum, ne fait pas considérer cette exploitation comme ayant pris rang parmi les entreprises soumises au régime propre à ce pays.

Cette exception se trouve déjà dans l'article 2 de la convention conclue en 1905 avec le Grand-Duché et dans l'article 2 de la Convention franco-belge du 21 février 1906 <sup>(1)</sup>.

★  
★ ★

L'ARTICLE 5 précise le mode de calculer le délai que l'article 4 fixe, et fixe *relativement à la date de l'accident*.

On peut se borner à relever qu'aux termes de l'alinéa 2, « *le temps antérieur à l'entrée en vigueur de la présente convention doit être compris dans le délai* ».

★  
★ ★

L'ARTICLE 6 est conçu en ces termes : « Si, en vertu des articles 1 à 4, une entreprise ayant son siège dans l'un des pays est soumise à la législa-

(1) Article 2 de la convention avec le Grand-Duché : « Il sera fait exception... lorsqu'il s'agira d'ouvriers... qui sont occupés passagèrement, c'est-à-dire pendant six mois au plus... »

Article 2 de la convention franco-belge : « Il sera toutefois fait exception... lorsqu'il s'agira de personnes occupées temporairement, c'est-à-dire depuis six mois au maximum ».

tion dans l'autre pays en ce qui concerne l'activité exercée sur le territoire de celui-ci, les travaux que cette activité comporte sont considérés comme une *entreprise* au sens de ladite législation. »

Si cette disposition ne présente guère d'intérêt pour la Belgique, elle a un intérêt réel au point de vue de la législation allemande. Nous l'avons rappelé, de même que le signale l'Exposé des motifs : la loi allemande commence par énumérer les *entreprises* astreintes à l'assurance, par constituer les corporations d'assurance et définir les obligations des chefs d'*entreprise*.

Or, l'article 6 suppose que l'activité, qu'exerce en Allemagne une entreprise ayant son siège en Belgique, sera régie par la loi allemande. Il est logique que, au point de vue de celle-ci, les travaux que cette activité comporte soient considérés comme une *entreprise*.

★  
★ ★

PAR L'ARTICLE 7, les deux États consacrent l'obligation légale, pour l'assureur ou le chef d'entreprise d'un pays, s'il est reconnu débiteur de la réparation, de rembourser les avances faites par l'assureur ou le chef d'entreprise de l'autre pays. Cette disposition est d'évidente équité. Elle aura d'ailleurs l'avantage d'encourager les avances aux personnes lésées par l'accident ; elle favorisera la prompte liquidation des sinistres en intéressant les créanciers du chef d'avances à la faire opérer.

★  
★ ★

Il résulte des stipulations combinées, portant application *exclusive d'une loi*, que l'on NE PEUT CUMULER les indemnités *spéciales* garanties respectivement par les lois des deux États.

Mais, dans les cas pour lesquels la loi *spéciale* ne déroge pas au droit commun concernant la *responsabilité civile* de personnes autres que le chef d'entreprise ou ses ouvriers et préposés, par quelle loi de droit commun sont régies ces actions en *responsabilité* laissées à la victime ou aux ayants-droit ?

On sait que l'article 21 de la loi belge du 23 décembre 1903 maintient formellement ces actions ; la question est donc intéressante.

L'ARTICLE 8 de la convention la résoud dans le sens de l'unité du droit : lorsque la législation de réparation *spéciale* d'un pays sera applicable, les tribunaux des États contractants appliqueront aussi la législation de droit commun de ce pays en matière de responsabilité civile relative à l'accident.

Dès qu'on admet que la question est dominée par la nécessité de l'unité du droit, on est amené à appliquer le principe, même lorsqu'une entreprise n'est assujettie que dans l'un des deux pays à des lois *spéciales* de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail : aussi l'alinéa 2 de l'article 8 consacre-t-il cette conséquence.

Cet alinéa est, sur ce point, dérogatoire à l'article 1<sup>er</sup>; celui-ci suppose, en effet, que les entreprises considérées dans la convention sont assujetties, *de part et d'autre*, aux lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail. Mais, la dérogation n'a guère qu'un intérêt de théorie : dans la pratique, l'application de ce deuxième alinéa ne se rencontrera guère, parce que, en fait, étant données les catégories d'industries effectivement intéressées, les questions litigieuses, que soulèvera l'application de la convention, ne se poseront qu'à *propos d'entreprises assujetties, de part et d'autre, à une législation spéciale de réparation.*

★  
★ ★

LES ARTICLES 15 ET 17, alinéa 2, appliquent le principe de la non-rétroactivité : les obligations résultant d'accidents antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente Convention restent, même pour l'avenir, à la charge du débiteur jusque là tenu des réparations; « en cas de dénonciation de la présente Convention, les obligations résultant d'accidents survenus pendant qu'elle était encore en vigueur continueront à être remplies par les débiteurs jusque là tenus des réparations. »

★  
★ ★

LES ARTICLES 9 A 14 ont une portée différente de celle des autres stipulations : abstraction faite de conflit des lois, les articles 9 à 14 ont pour but de faciliter, *de part et d'autre*, par des mesures pratiques, l'exécution de la législation relative aux accidents du travail, quelles que soient les entreprises et quels que soient les ouvriers en cause.

Mais il va de soi que la procédure demeure régie par la loi du « for », « *lex fori* »; c'est selon la procédure belge que, le cas échéant, « l'assistance » (article 9) sera prêtée par l'autorité judiciaire belge, dans le cas où il s'agit de l'application, par elle, de la loi allemande de réparation, et réciproquement : le tout en tenant compte des conventions internationales en matière de procédure.

Si un inspecteur belge fait une enquête au sujet d'un accident auquel la loi allemande serait applicable, il procédera conformément aux lois et règlements belges.

Si les autorités procèdent « *d'office* en cas d'urgence », cela s'entend des cas où les mesures d'office sont autorisées par la loi locale.

Le texte de l'article 9 n'impose pas aux autorités des devoirs autres que ceux que prévoit la loi de ces autorités. S'il est de principe que nos tribunaux n'agissent pas d'office, mais saisis par une demande, des mesures d'office peuvent être aisément prises en matière administrative : telles seraient une enquête des inspecteurs du travail, l'intervention du service de contrôle des assureurs agréés, etc.

La souveraineté de chacun des deux États est donc respectée et l'article 16 lui rend hommage.

★  
★ ★

La Commission, à l'unanimité, a approuvé le projet de loi et vous propose, Messieurs, de l'adopter.

*Le Président-Rapporteur,*  
JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.



# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1912.

---

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de verzekering tegen arbeidsongevallen, tusschen België en het Duitsche Rijk gesloten <sup>(1)</sup>.

---

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT DOOR DEN  
HEER VAN CLEEMPUTTE.

---

MIJNE HEEREN,

De titel, aan het wetsontwerp gegeven om rekening te houden met de terminologie eigen aan het Duitsche stelsel betreffende de vergoeding van de schade veroorzaakt door arbeidsongevallen, kan niet worden aangenomen zonder eenige uitlegging.

De Overeenkomst betreft eigenlijk niet de *verzekering*, wat België aangaat. Trouwens, de wet van ons land verplicht rechtstreeks het hoofd van eene onderneming tot het betalen van eene verzekerde vergoeding, zelfs ingeval van zware fout vanwege den werkmán, eene gedeeltelijke doch *bij accord* te bepalen en gewaarborgde vergoeding, hetzij aan de slachtoffers van arbeidsongevallen, hetzij aan sommige personen wien dit ongeval schade berokkent; deze wet waarborgt de betaling desnoods door den Staat, voor zooveel deze het beheer voert over de Verzekeringskas tegen het onvermogen van de ondernemingshoofden. Zooals men weet, wordt deze Kas gestijfd door bijdragen ten laste van de private ondernemingen welke niet overeenkwamen met een toegelaten verzekeraar of niet de bij de wet bepaalde waarborgen opleverden. Deze Kas treedt op voor de rechten,

---

<sup>(1)</sup> Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 19.

<sup>(2)</sup> De Commissie, voorgezeten door den heer VAN CLEEMPUTTE, bestond uit de heeren MANSART, PIRMEZ, VAN MARCKE en VISART DE BOCAINÉ.

eischen en voorrechten van de slachtoffers of dezer rechthebbenden, zoo ten aanzien van de ondernemingshoofden als van derde personen (art. 20 der Belgische wet van 24 December 1903).

Het kenwerk van het Deutsche stelsel is *verzekering* door beroepsmutualiteiten, waarvan de ondernemingshoofden verplicht zijn deel uit te maken, elk volgens zijn beroep; dit stelsel waarborgt ook, onder voorwaarden bij de wet bepaald, eene vergoeding aan de werklieden die arbeiden in eene van de ondernemingen onderworpen aan het stelsel van verplichte mutualiteit, en het *verzekert* het ondernemingshoofd zelf tegen het risico van het beroep, door de mutualiteit waarbij hij is aangesloten en waarvoor hij eene bijdrage betaalt. Om zoo te zeggen, gaat het Deutsche stelsel uit van het begrip van *verzekering* en is de vergoeding het gevolg van de werking van dit stelsel.

De Overeenkomst strekt eigenlijk tot regeling van de conflicten tusschen de Deutsche en de Belgische wetten in zake van vergoeding der schade ontstaan uit arbeidsongevallen, overkomen hetzij in Duitschland aan personen in dienst van eene onderneming welke haren zetel in ons land heeft, hetzij in België aan personen in dienst van een in Duitschland gevestigde onderneming.

De twee landswetten, alleenbeschikkend op het wederzijdsch grondgebied, vooral in eene zaak welke, althans grootendeels, wordt beschouwd als zijnde van *openbaar belang* <sup>(1)</sup>, zijn niet gelijk. De Deutsche wet bevat, in zake van vergoeding der gevolgen van arbeidsongevallen, erg beperkende bepalingen ten nadeele van vreemdelingen die niet hun gewoon verblijf in Duitschland hebben; zij bevat soortgelijke bepalingen ten aanzien van de naaste bloedverwanten van het slachtoffer.

De Belgische wet van 24 December 1903 maakt geen onderscheid uit hoofde van de nationaliteit, noch uit hoofde van de verblijfplaats; evenmin bedingt zij wederkeerigheid : uit de Stukken der Kamer blijkt dat de Belgische Wetgever overbodig achtte, dit in eenen uitdrukkelijken tekst te bepalen.

Doch, zoo dit verschil blijft bestaan tusschen de Deutsche wet, welke de voorwaarde van inboorlingschap of van verblijf handhaaft, en de wetten van andere landen welke ze niet eischen, feitelijk bestaat dit verschil niet meer ten opzichte van België, ofschoon er daarvoor geen verdrag werd gesloten. Het volstond dat de Deutsche Bondsraad, ter zitting van 22 Februari 1906, volgens de Deutsche wetten het volgend decreet uitbracht :

« 1° De bepalingen van § 94, n° 2, der wet tot verzekering tegen onge-

(1) Bewijsvoering steunende op artikel 23.

Verslag van de Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, LXXIII, bladz. 94; IV, bladz. 149. — Redevoeringen ter Kamer, 1903, bladz. 1631. — Burg. Recht. Brugge, 11 December 1907, *Revue des accidents du travail*, 1908, 6<sup>e</sup> aflev.; Burg. Recht. Brussel, 2 Maart 1909, *Revue des accidents du travail*, 1909, bladz. 288; Burg. Recht. Verviers, 14 Januari 1908. — *Pas.*, 1908, III, bladz. 293; Hof van Cassat. België, 7 December 1911, *Pas.*, 1912, I, bladz. 28 tot 30, *Cass. franc.*, 10 Juli 1911; *Dalloz*, 1912, I, bladz. 280-281, *Pand. belges*, v° *Risque professionnel*, 241 en 3283, 3295, 2441<sup>ter</sup>, 2442.

vallen in de nijverheid en van § 37, 1<sup>e</sup> lid, van de wet tot verzekering tegen ongevallen in ondernemingen van de bouwnijverheid, betreffende het schorsen van de rente verschuldigd aan vreemdelingen die niet hun gewoon verblijf in het land hebben, zijn *niet* van toepassing op hen die behooren tot het Koninkrijk België...;

» 2<sup>o</sup> De bepalingen van § 21 der wet tot verzekering tegen ongevallen in de nijverheid en van § 9 der wet tot verzekering in ondernemingen van de bouwnijverheid, betreffende de uitsluiting van het recht op de rente voor de overlevenden (rechthebbenden), zijn niet van toepassing op hen die behooren tot het Koninkrijk België...;

» 3<sup>o</sup> Bovenstaande bepalingen hebben terugwerkende kracht te rekenen van 1 Juli 1903, voor zooveel er over de aanvraag om vergoeding niet is uitgebracht eene beslissing welke in kracht van gewijsde is gegaan bij het inwerkingtreden van het onderhavig besluit.

» 4<sup>o</sup> Dit besluit treedt in werking op 1 Maart 1906... (*Belgisch Staatsblad*, 20 April 1906. — *Centralblatt für das Deutsche Reich*, herausgegeben im Reichsamte des Innern. XXXIV. Jahrgang, 26. Februar 1906, N° II). »

De Deutsche wetten, krachtens welke dit decreet is uitgebracht, zijn hoofdzakelijk overgedrukt in het nieuw Wetboek der sociale verzekeringen (*Reichsversicherungsordnung*, § 157), dat eerlang in werking treedt.

Dit decreet stelt in laatste beroep, voor de Belgische en de Deutsche overheid, het nakomen vast van de bedingen van *wederkeerigheid* tusschen beide Staten en van *evenwaarde* of *overeenstemming* van hare wederzijdsche stelsels ten aanzien van de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen, welke voorwaarden de Deutsche wetten zouden bepalen.

Zoo bestaat tusschen ons land en Duitschland, zelfs zonder verdrag, de wederkeerigheid welke België, in 't belang van zijne landgenooten, uitdrukkelijk had moeten bedingen met het Groothertogdom Luxemburg, volgens de Overeenkomst van 15 April 1903, en met Frankrijk, krachtens de Overeenkomst van 21 Februari 1906.

Mocht Duitschland bedoeld decreet intrekken, zoo kan België zijnerzijds zijne wet van 24 December 1903 wijzigen ten nadeele van de Duitschers. Dergelijke gebeurlijkheid is niet te voorzien. De hierover gesloten verdragen kunnen zelfs worden opgezegd door elke van de verdragsluitende partijen, doch zij blijven verplichtend tot na verloop van een jaar te rekenen van de opzegging (artikel 7 van de Overeenkomst met het Groothertogdom; artikel 5 van de Overeenkomst met Frankrijk; artikel 17 van de u thans voorgelegde Overeenkomst).

★  
★ ★

De u onderworpen Overeenkomst strekt eigenlijk tot regeling van de wetsconflicten. Zooals wij deden opmerken, zijn deze niet *van denzelfden aard*,

zoomin wat betreft de *ondernemingen* voor welker ongevallen de wetten bepalingen bevatten, als wat aangaat de voorwaarden tot vergoeding of het bedrag en de uitbetaling van deze vergoeding.

Er bestaat overigens verschil van opvatting nopens zekere regelen van internationaal privaatrecht, vooral nopens hunne toepassing. Bij voorbeeld : wordt de vergoeding van het arbeidsongeval geregeld door de wet van de plaats waar het ontstond, als ware het 't gevolg van een niet opzettelijk vergrijp, van eene fout van het hoofd der onderneming, en wordt het niet opzettelijk vergrijp volgens de Deutsche en de Belgische rechtspraak in elk geval, in elk opzicht geregeld door de wet van de plaats waar de fout is bedreven, zelfs zoo deze plaats dezelfde is als die waar het ongeval ontstond? — Is de vergoeding *bij accoord*, beschouwd niet meer als verschuldigd uit hoofde van eene fout, maar als zijnde een last, een risico van de *arbeidsovereenkomst*, daargelaten alle denkbeeld van fout, niet onderworpen aan de wet van de plaats der *overeenkomst*? — Wordt de vergoeding niet beschouwd als zijnde van *maatschappelijk belang* voor het land waar het *werk werd verricht* en werd *getroffen* door een ongeval, en wordt zij dus niet beheerscht door de wet van dat land, welke alleen beschikt waar het 't maatschappelijk belang van dat land geldt?

Deze vragen ontstaan vooral wanneer de werklieden, gemonsterd door eene onderneming gelegen in een van de landen, gaan arbeiden op het grondgebied van het andere en er hun daar arbeidsongevallen overkomen. Zij verontrusten de nijverheidswereld; het ondernemingshoofd loopt gevaar de schade te moeten vergoeden én volgens de wet van de plaats waar zijne onderneming is gevestigd én volgens de wet van de plaats waar het ongeval zich voordoet; de werkman staat, op zijn minst genomen, bloot aan de onzekerheid en den angst van rechtsgedingen en aan het lijden, veroorzaakt door vertraging, door het min of meer lang uitblijven van alle vergoeding.

Dus behoorde men de *wetsconflicten* op te lossen of te voorkomen; men diende te bepalen welke van beide, de Deutsche of de Belgische wet, *moet* worden toegepast door de rechtbanken en de wederzijdsche overheden van beide landen, m. a. w. wanneer men in België de Deutsche, in Deutschland de Belgische wet dient toe te passen, zelfs indien het ongeval zich voordeed in Deutschland.

★  
★ ★

Vooreerst bekrachtigt de Overeenkomst den volgende regel door het EERSTE ARTIKEL :

« Wanneer ondernemingen, wier zetel gevestigd is op het grondgebied van eene der verdragsluitende Partijen en wier *werkzaamheid* zich uitstrekt over het grondgebied van de andere Partij, *in beide landen* onderworpen zijn aan de wetten op de verplichtende vergoeding der schade voortspruitende uit

arbeidsongevallen (verzekering tegen arbeidsongevallen), dan is op *bedoelde werkzaamheid*, behoudens de bij artikelen 2 tot 4 voorziene uitzonderingen, *uitsluitend* van toepassing de wetgeving van het land waar zij wordt uitgeoefend.

» Dit geldt zonder inachtneming van de plaats waar het personeel aangeworven werd, mits het werken betreft uit te voeren hetzij in *Duitschland*, hetzij in *België*. »

Dus is het de wet der plaats van den arbeid, welke wordt toegepast op de vergoeding van het arbeidsongeval, en *uitsluitend* deze wet.

Dit heet men het beginsel van « *territorialiteit* ».

Zelfs buiten de beschouwingen van internationaal privaatrecht, kan men tot staving van dat beginsel inroepen :

1<sup>o</sup> Dat de *arbeid*, de bedrijvigheid der nijverheidsondernemingen, meesttijds, ten gevolge van de politievereischen, van de vereischen hetzij van zedelijken aard, hetzij van veiligheid, onderworpen is aan de plaatselijke wetten en dat de vergoeding van de schade berokkend door een ongeval, dat de werklieden eener streek heeft ontroerd, belang oplevert voor de vrede bij het werkvolk dier streek;

2<sup>o</sup> Dat de omstandigheden en de gevolgen van het ongeval beter en spoediger zullen gekend en beseft zijn ter plaatse : dat is overigens een der redenen van artikel 26 der Belgische wet van 1903, waarbij bepaald wordt dat « alleen de vrederechter van het kanton waar het ongeval is gebeurd, bevoegd is om uitspraak te doen over de eischen betreffende de vergoedingen, aan de werklieden verschuldigd ten gevolge van arbeidsongevallen... »

Het beginsel is een beginsel van openbare orde; daaruit volgt dat elk tegenstrijdig inzicht nietig zou wezen; daaruit volgt ook dat geen andere afwijkingen van den regel mogelijk zijn dan die bepaald door den souverainen wil der verdragsluitende Staten.

\*  
\* \*

ARTIKEL 1, waarin het beginsel wordt gehuldigd, onderstelt dat « *de ondernemingen* », waarop het beginsel van toepassing is, « *hare werkzaamheid uitstrekken over het grondgebied van de andere Partij* » (van den anderen Staat) en « *wederzijds* » (in elk der Staten) « *onderworpen zijn* » aan de wetten op de verplichte vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen (verzekering tegen arbeidsongevallen) » ; buiten dat geval is artikel 1 niet toepasselijk; 't is dan naar andere beginselen dat er moet beslist worden welke van de Duitse of Belgische wetten moet nageleefd worden. Doch, is deze vereischte nageleefd, dan bestaat er eene bijzondere wederkeerigheid, hierin bestaande dat de regel ook « *wederzijds* », in beide landen, zal toepasselijk zijn, dit alles onverminderd

de wederkeerigheid voortspruitende, eenerzijds, uit de Belgische wet en, anderzijds, uit het decreet van den Duitschen Bondsraad van 1906, betreffende het inboorlingschap of het verblijf. Men mag echter alinea 2 van artikel 8 niet vergeten; de voorwaarde, dat de ondernemingen in beide landen moeten onderworpen zijn aan de wetten van *verplichte vergoeding*, vergoeding krachtens bijzondere wetten, wordt niet meer vereischt, wanneer het « *rechtsvorderingen in zake burgerrechtelijke aansprakelijkheid* » betreft; de landswet, die *moest* toegepast worden, krachtens de Overeenkomst, op *de bijzondere vergoeding*, moet toegepast worden op bedoelde rechtsvorderingen in zake *burgerrechtelijke aansprakelijkheid*, zelfs wanneer de landswet geen *bijzondere verplichte vergoeding* bepaalt. Het verslag zal daarop verder nog aandringen.

\*  
★ ★

't Is dus met het oog op de wet van de plaats van het werk, van de plaats van het ongeval, dat men zal moeten onderzoeken of de onderneming onderworpen is aan het stelsel der bijzondere verplichte vergoeding, of het feit een *ongeval* is naar de bijzondere bepalingen, of, naar deze bepalingen, het slachtoffer een werkmán is of met een werkmán gelijkgesteld is, en welke de voorwaarden zijn, door die bijzondere bepalingen vereischt, voor het toekennen van de vergoedingen, het schatten en het bepalen ervan, het berekenen en het bedienen van de renten of verstrekingen, enz.

De Overeenkomst neemt niettemin drie uitzonderingen aan op dien regel (art. 2, 3 en 4).

**ZIEHIER DE EERSTE (ARTIKEL 2).** « Bij ondernemingen hetzij van het Duitsche Rijk, van een Duitschen Bondsstaat, van eene Duitsche gemeente of van eene vereeniging van Duitsche gemeenten, hetzij van den Belgischen Staat, van eene Belgische Provincie, van eene Belgische gemeente of van eene vereeniging van Belgische gemeenten of provinciën, is *uitsluitend de wetgeving van het land waar de onderneming gevestigd is van toepassing, zelfs op de werkzaamheid, op het grondgebied van het ander land uitgeoefend door EEN OPENBAAR BEAMBTE, IN DIENST VAN VOORMELDE ONDERNEMING.* »

't Is dus noodig : 1° dat het geldt eene onderneming in bedrijf genomen door een dier openbare machten of een dier verbonden van openbare machten en 2° dat de werkzaamheid wordt uitgeoefend en het *ongeval ondergaan* door een beambte in dienst van die onderneming. (Art. 2. Toelichting, bladz. 6.) Bijgevolg, zooals die Toelichting zegt, « zijn werklieden en dienstlieden geen openbare beambten in den zin van artikel 2 van deze Overeenkomst. Zij blijven dus, voor dezer uitvoering, in alle opzichten gelijkgesteld met het personeel der bijzondere ondernemingen ». Indien, bij

zijne deelneming *aan de werkzaamheid* van eene der bij artikel 2 bedoelde ondernemingen; een ongeval aan dat personeel overkomt, wordt de vergoeding van de gevolgen ervan geregeld door de wet van de plaats dier werkzaamheid (artikel 1), *onverminderd nochtans artikel 4*.

Niet zonder reden heeft men in overweging genomen, zooals de Toelichting het zegt, dat er hier geen sprake meer is van loonbedienden die met het hoofd van eene onderneming enkel betrekkingen hebben van privaatrecht: het bestuursbelang is in het conflict betrokken. Welnu, ten opzichte van het *publiekrecht*, beantwoordt *de eenheid* van wetgeving beter aan de eenheid van souvereiniteit.

**ZIEHIER DE TWEEDE UITZONDERING (ARTIKEL 3).** « Bij vervoerondernemingen, is op de beweegbare (rijdende of varende) deelen der onderneming dewelke zich uitstrekken van het een grondgebied op het ander, om het even hoe belangrijk overigens de in het een en in het ander land uitgeoefende werkzaamheid moge wezen, uitsluitend van toepassing de *wetgeving die geldt in het land waar de zetel der onderneming gevestigd is*. Het personeel van het rijdend of varend deel blijft aan die wetgeving onderworpen, zelfs als het werkzaam is bij andere deelen der onderneming dewelke uitgevoerd worden op het grondgebied van het ander land. »

Het geldt vervoerondernemingen per spoorweg, per schip, enz.

De uitzondering was gehuldigd geworden door artikel 2, alinea 2, der Fransch-Belgische Overeenkomst, welke door onze Kamers werd goedgekeurd en thans van kracht is.

Eene dubbele beschouwing billijkt deze bepaling: eensdeels mag het personeel van het *beweegbare* gedeelte der onderneming niet gelijkgesteld worden met de arbeiders eener onderneming die regelmatig werkt *in* het land waar het ongeval geschiedt, want het werk, dat zij er uitvoeren, bestaat hoofdzakelijk in het gaan naar en komen van het land waar de onderneming haar zetel heeft; anderdeels, zooals de Memorie van Toelichting zegt, dient men de geschillen te voorkomen, die zouden oprijzen zoo dezelfde regel niet van toepassing was op het personeel van den rollenden dienst voor het geval dat het ongeval overkomt wanneer zij arbeiden aan werken behorende tot andere deelen der onderneming.

★  
★ ★

**DE DERDE UITZONDERING (ARTIKEL 4)** bestaat hierin: « De wetgeving van het land, waar *de onderneming haren zetel heeft*, is *uitsluitend* van toepassing tijdens de *zes eerste maanden gedurende* dewelke het bedrijf uitgeoefend wordt op het grondgebied van het ander land, wat betreft de personen die, totdat zij werkzaam waren in laatstvermeld land, behoorden tot een aan de wetgeving onderworpen deel der onderneming ».

Onder die omstandigheden wordt de werkman slechts beschouwd als

TIJDELIJK *gedetacheerd* en zijn arbeid komt niet voor als gemengd met den arbeid van het land op welks grondgebied het ongeval overkomt; de exploitatie van eene aan het land vreemde onderneming, gedurende ten hoogste zes maanden, doet deze onderneming geen rang nemen onder die welke aan de wetgeving van het land onderworpen zijn.

Deze uitzondering staat reeds in artikel 2 van de Overeenkomst, in 1903 gesloten met het Groothertogdom, en in artikel 2 van de Fransch-Belgische Overeenkomst van 21 Februari 1906 <sup>(1)</sup>.

★  
★ ★

ARTIKEL 5 verklaart de wijze van berekening van den tijd, dien artikel 4 *betrekkelijk den datum van het ongeval* bepaalt.

Het volstaat op te merken dat, luidens het tweede lid, « *de tijd, die verlopen is vóór den dag waarop deze Overeenkomst in werking treedt, dient te worden begrepen in den termijn* ».

★  
★ ★

ARTIKEL 6 luidt: « Is, krachtens de artikelen 1 tot 4, eene onderneming, wier zetel gevestigd is in het eene land, onderworpen aan de wetgeving van het *ander land*, wat betreft de werkzaamheid uitgeoefend op het grondgebied *van laatstvermeld land*, dan wordt zulke werkzaamheid beschouwd als eene *onderneming in den zin van bedoelde wetgeving*. »

Zoo deze bepaling zonder belang is voor België, in het opzicht der Duitse wetgeving is zij echter zeer belangrijk. Wij brachten het in herinnering, evenals de Memorie van Toelichting het doet opmerken: de Duitse wet begint met de *ondernemingen* op te sommen, die tot verzekering verplicht zijn, met verzekeringsbonden te stichten en de verplichtingen van de hoofden der *ondernemingen* te omschrijven.

Artikel 6 onderstelt dat de werkzaamheid, in Duitschland uitgeoefend door eene onderneming die haren zetel in België heeft, onder de toepassing der *Duitse wet* zal vallen. Het is logisch dat, met het oog op deze laatste, de werken, die deze werkzaamheid medebrengt, beschouwd worden als eene *onderneming*.

★  
★ ★

IN ARTIKEL 7 erkennen de twee Staten de wettelijke verplichting

<sup>(1)</sup> Artikel 2 van de Overeenkomst met het Groothertogdom: « Eene uitzondering wordt gemaakt... waar het arbeiders betreft... die tijdelijk arbeiden, m. a. w. gedurende ten hoogste zes maanden... »

Artikel 2 van de Fransch-Belgische Overeenkomst: « Eene uitzondering wordt echter gemaakt... waar het personen betreft die tijdelijk arbeiden, m. a. w. sedert ten hoogste zes maanden ».

voor den verzekeraar of het ondernemingshoofd van een land, zoo hij schuldenaar van de vergoeding wordt erkend, de voorschotten terug te betalen, gedaan door den verzekeraar of het ondernemingshoofd van het ander land. Deze bepaling is zeer billijk. Zij bevoordeelt overigens het doen van voorschotten aan de personen, die door het ongeval getroffen zijn, en tevens de spoedige vereffening van de ongevallen, door degenen, die voorschotten deden, er belang bij te doen hebben ze te bewerken.

★  
★ ★

Uit de samengevoegde bepalingen, houdende *uitsluitende toepassing van eene wet*, blijkt dat men de *bijzondere* vergoedingen, onderscheidenlijk door de wetten van beide Staten gewaarborgd, **NIET TE GELIJK KAN ONTVANGEN**.

Maar onder welke wet van het *gemeene recht* vallen de vorderingen tot vaststelling der *burgerrechtelijke aansprakelijkheid*, die het slachtoffer of zijne rechthebbenden mogen instellen in de gevallen waarvoor de *bijzondere* wet niet afwijkt van het *gemeene recht* betreffende de *burgerrechtelijke aansprakelijkheid* van personen andere dan het hoofd van onderneming of zijne werklieden en aangestelden?

Men weet dat artikel 21 der Belgische wet van 23 December 1903 deze vorderingen uitdrukkelijk behoudt; de zaak is dus belangrijk.

ARTIKEL 8 van de Overeenkomst lost haar op in den zin van *eenheid van recht*: wanneer de wetgeving betreffende de *bijzondere* vergoeding van een land zal toepasselijk zijn, zullen de rechtbanken der contracteerende Staten ook de wetgeving van het gemeene recht van dit land toepassen in zake van burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe het ongeval mocht aanleiding geven.

Van het oogenblik dat men aanneemt dat de eenheid van recht hoofdzaak is, dient men het beginsel toe te passen, zelfs wanneer eene onderneming enkel in een van beide landen onderworpen is aan *bijzondere* wetten voor verplichtende vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen: alinea 2 van artikel 8 neemt dit gevolg aan.

Betreffende *dit punt* wijkt dit lid af van artikel 1; immers, bij dit artikel wordt ondersteld dat de ondernemingen, in de Overeenkomst bedoeld, *in beide landen* onderworpen zijn aan de wetten op de verplichtende vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen. De afwijking is echter slechts van theoretisch belang: in de practijk zal dit tweede lid niet van toepassing komen, omdat feitelijk, aangezien den aard der werkelijk betrokken nijverheidstakken, betwistingen, onder toepassing vallend van de Overeenkomst, slechts zullen oprijzen *naar aanleiding van ondernemingen die in beide landen aan bijzondere wetten van vergoeding zijn onderworpen*.

★  
★ ★

DE ARTIKELEN 15 EN 17, 2<sup>de</sup> lid, huldigen het beginsel van de niet

terugwerkende kracht : verplichtingen, voortspruitende uit ongevallen die zich hebben voorgedaan voordat deze Overeenkomst in werking treedt, blijven, ook zelfs nadien, ten laste van hem die tot dan toe de vergoedingen schuldig was; « ingeval van opzegging van deze Overeenkomst, dienen de verplichtingen, voortspruitende uit ongevallen die zich hebben voorgedaan terwijl zij nog in werking was, verder vervuld door hen die tot dan toe vergoedingen schuldig waren ».

★  
★ ★

DE ARTIKELEN 9 TOT 14 hebben eene strekking die verschilt van die der andere bepalingen : de artikelen 9 tot 14 hebben ten doel, in *het een en in het ander land*, door practische maatregelen en afgezien van het mogelijk verschil van wetten, de uitvoering te vergemakkelijken van de wetgeving op de arbeidsongevallen, om het even welke ondernemingen en welke werklieden daarbij betrokken zijn.

Het spreekt echter vanzelf, dat de proceduur geregeld blijft door de « *lex fori* »; bij voorkomend geval dus zal de « *bijstand* » (artikel 9) worden verleend, volgens de Belgische proceduur, door de Belgische rechtsmacht, ingeval deze de Duitse wet op de vergoeding moet van toepassing brengen, en wederkeerig : in alles zal worden rekening gehouden met de internationale overeenkomsten in zake van proceduur.

Als een arbeidsopziener een onderzoek instelt naar een ongeval waarop de Duitse wet van toepassing is, zal hij handelen overeenkomstig de Belgische wetten en reglementen.

Zoo de overheden « in spoedeisende gevallen, *ambtshalve* » maatregelen nemen, betreft dit gevallen waarin de maatregelen *ambtshalve* door de plaatselijke wetten worden toegelaten.

Artikel 9 legt aan de overheden geen andere plichten op dan die voorzien bij de wetten van hun eigen land. Treden onze rechtbanken in beginsel niet *ambtshalve* op, maar ten gevolge van eene rechtsvordering, dan kan men *ambtshalve* licht maatregelen treffen op bestuurlijk gebied, bij voorbeeld een onderzoek vanwege de arbeidsopzieners, de tusschenkomst van den dienst van toezicht der aangenomen verzekeraars, enz.

De Souvereiniteit van elk der beide verdragsluitende landen is dus geëerbiedigd en hulde wordt haar gebracht bij artikel 16.

★  
★ ★

De Commissie heeft met algemeene stemmen het wetsontwerp aangenomen en verzoekt u, Mijne Heeren, uwe goedkeuring eraan te hechten.

*De Voorzitter-Verlaggever,*

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.